



RE V E N D I C A T I O N S

W E C A R E

Revendications 2020 relatives aux questions de santé concernant les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, queer et intersexes

Ces revendications ont été établies en collaboration avec les associations-membres : Ex-Aequo, Utsopi, Genres Pluriels, Utopia BXL, Ecolo Nous Prend Homo, Go To Gyneco, Les CHEFF, Sex-Positive Belgium, Rainbow Ambassadors, Tels Quels et La Ligue des Droits de l'Enfant.

Nous demandons l'accès aux soins de santé garanti pour tous-te-s via:

- La suppression du délai d'attente de 3 à 5 ans pour être reconnu comme malade chronique du VIH et pouvoir bénéficier du tiers payant et du MAF minoré.
- La facilitation et l'uniformisation de la procédure d'accès à la carte médicale et à l'aide médicale urgente dans tous les CPAS, notamment pour les personnes vivant avec le VIH ou nécessitant l'accès à la PrEP.
- La simplification des passerelles administratives pour que les personnes étrangères vivant avec le VIH puissent poursuivre leur traitement sans aucune interruption.
- Le remboursement de l'hormonothérapie pour les transitions.
- Le remboursement des soins de santé liés à l'intersexuation et aux conséquences des mutilations génitales pratiquées sur les personnes intersexes, en incluant aussi la santé mentale et le remboursement des accompagnements thérapeutiques.
- Le dégenrage des remboursements et à plus long terme rendre les marqueurs de genre optionnels et invisibles dans tous les cas où il n'y a pas de nécessité à les utiliser, rendre invisible le marqueur de genre sur la carte d'identité et dégenrer le numéro de Registre national.
- L'accès pour les citoyen.ne.s transgenres à la procréation médicalement assistée, et au droit de pouvoir cryopréserver le sperme et les ovules.

R A I N B O W H O U S E

W E C A R E



- L'éviction des transidentités de la liste des maladies mentales du « DSM » de l'American Psychiatric Association, comme elles l'ont été en 2019 dans la 11^e révision de la « CIM » de l'Organisation Mondiale de la Santé.
- Le respect du droit à l'autodétermination des mineur-es : dépsychiatriser totalement le parcours des personnes trans* de 16 à 18 ans, autoriser la modification du genre enregistré avant 16 ans, faciliter le changement de prénom des enfants trans* avant l'âge de 12 ans.
- Le respect de l'intégrité physique des personnes intersexes en interdisant les mutilations génitales. Nous demandons d'attendre que l'identité de genre soit exprimée par chaque personne intersexe concernée en vertu du droit à l'autodétermination et du principe du consentement complet, libre et éclairé. Ceci vise à garantir le respect de ses droits, à respecter son cheminement personnel et ainsi éviter, hormis les cas où la vie de l'enfant de la personne intersexe, est directement en jeu, toute modification des caractéristiques sexuelles.
- Le développement d'une offre de dépistage complète de toutes les infections sexuellement transmissibles (IST), gratuite et **anonyme**, y compris pour les personnes mineures grâce à la collaboration avec les mutuelles afin que leurs parents ne soient pas prévenu-es à leur insu (via notamment la facturation ou les remboursements).
- La gratuité du vaccin contre le Human Papillomavirus (HPV) pour tout le monde quel que soit le genre et l'âge.
- L'autorisation de la pratique du Test Rapide à Orientation Diagnostique (TROD) démedicalisé non seulement pour le dépistage du VIH mais également pour d'autres infections sexuellement transmissibles que la technologie permet de détecter (notamment la syphilis et l'hépatite C), également pour les personnes sans permis de séjour.
- L'accessibilité et la promotion de la PreP, y compris pour les femmes et hors des réseaux LGBTQI+.
- La mise à disposition de ***l'ensemble*** des outils de réduction de risque dans tous les centres de planning familiaux (préservatif interne, externe, carré de latex, gant, doigtier, lubrifiant).
- La dépénalisation de la consommation de produits psychotropes, afin de palier au manque d'information et à la stigmatisation des consommateur-rices qui complique le travail de réduction des risques, et entraîne une dégradation de la qualité des produits et donc de la santé des consommateur-rices.
- La création de centres de santé LGBTQI+.



Nous demandons l'intégration systématique des associations communautaires à l'élaboration et à la mise en place de politiques concernant les personnes LGBTQI+.

Pour ce faire, nous demandons également **l'augmentation du soutien structurel accordé aux associations communautaires LGBTQI+** et l'assurance d'une pérennité et d'une stabilité économique, sociale et juridiques aux ASBL.

Nous demandons un financement accru pour la recherche sur les thématiques LGBTQI+ notamment pour documenter et agir sur la santé à long terme des personnes vivant avec le VIH, y compris sur la question des comorbidités ou du vieillissement (sur leur lieu de travail, dans les maisons de retraite, relativement aux pensions, aux coûts de santé, etc.)

Nous demandons la formation de l'ensemble des professionnel-le-s des secteurs psycho-médico-sociaux aux besoins spécifiques des personnes LGBTQI+ et des personnes vivant avec le VIH, ainsi qu'à l'accompagnement à la gestion des assuétudes, le tout dans le respect de l'identité, de la vie privée, du point de confort et du droit de la patiente.

Nous demandons un plan d'action clair en ce qui concerne l'enseignement, avec:

- Un engagement politique à faire respecter la liberté de toutes les personnes, y compris mineures et dans un cadre pédagogique, d'aborder les questions de genre, d'identité de genre, d'orientation sexuelle et de caractéristiques sexuelles.
- La formation des enseignantes et éducateur-rices aux questions LGBTQI+ lors de leur formation initiale et lors de leur formation en cours de carrière par les associations spécialisées en la matière.
- L'intégration dans L'EVRAS (Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle) de l'ensemble des enjeux autour de la santé sexuelle, de la formation et de la prévention des discriminations vis-à-vis des différentes orientations sexuelles, identités de genres, et caractéristiques sexuelles (personnes intersexes).

L'intégration de ces thématiques dans les programmes scolaires obligatoires et la valorisation des contenus pédagogiques proposés par les PMS, les planning familiaux, et les autres associations qui pratiquent l'EVRAS reconnues par les autorités compétentes.



Nous demandons l'autorisation du don de sang selon les mêmes critères sanitaires pour tous·t·e·s, y compris les HSH, et la déstigmatisation de toutes personnes LGBTQI+, y compris celle des travailleur·euse·s du sexe.

En ce qui concerne les travailleur·euse·s du sexe spécifiquement, nous demandons:

- La décriminalisation du travail du sexe.
- La reconnaissance sociale et juridique au niveau fédéral du statut des travailleuse·s du sexe.
- La mise en place d'un soutien administratif et juridique aux travailleur·euse·s du sexe dans l'attente d'un changement de loi.
- Le développement d'un réseau de psychologues familiarisées avec le thème du travail du sexe, apportant un soutien sans jugement et prenant des initiatives au sein de la communauté.

Nous demandons qu'une attention particulière soit portée aux seniors LGBTQI+ (notamment pour les personnes vivant avec le VIH, les personnes souffrant de solitude, de dépression, de troubles alimentaires, ...), **aux FSF** (femmes cisgenres ayant des relations sexuelles avec d'autres femmes cisgenres) **et aux mineur·e·s LGBTQI+** dans la recherche, dans les centres de santé, les cabinets médicaux spécifiques (gériatriques, pédiatriques, gynécologiques, ...), dans les campagnes de prévention et de réductions des risques, et dans les politiques de santé publique. Notons qu'il est urgent de mettre en place des réponses structurelles adaptées pour la prévention du suicide chez les jeunes LGBTQI+ dont le taux est largement supérieur à celui des non-LGBTQI+.

Pour aller plus loin nous vous recommandons les ressources suivantes

- How to move forward in HIV Care in Belgium: Executive summary of discussions between the College of HIV Reference Centers and the Positive Council of patients.
- <https://www.genrespluriels.be/-Nos-Revendications-Intersexes->
- <https://www.genrespluriels.be/Un-grand-progres-mais-d-immenses-chantiers>
- <https://www.genrespluriels.be/La-cour-constitutionnelle-suit-notre-position-la-loi-trans-doit-etre-adaptee>
- <https://www.genrespluriels.be/Environ-5-de-la-population-belge-et>



RAINBOWHOUSE

Qui sommes-nous ?

La Rainbowhouse abrite différentes associations francophones et néerlandophones LGBTQI (Lesbiennes, Gayes, Bisexuel(le)s, Transgenres, Queer, Intersexes) de la région de Bruxelles. C'est un lieu où les LGBTQI+ et leurs ami.e.s peuvent recevoir des informations, bénéficier d'un accueil chaleureux ou simplement se rencontrer. Des associations – également non LGBTQI – s'y réunissent et y organisent de nombreuses activités socio-culturelles. La Rainbowhouse, c'est aussi un café ouvert à tou.te.s, un point d'information et un lieu d'accueil qui peut, en cas de nécessité, aider à trouver son chemin vers une assistance juridique, sociale, psychologique ou médicale.

Oumayma Responsable Communication	RainbowHouse www.rainbowhouse.be
Oliviero Porte-parole francophone	0(032) 2 503 59 90
Rachael Porte-parole néerlandophone et anglophone	oumayma@rainbowhouse.be
www.facebook.com/rainbowhousebrussels/?ref=br_rs	oliviero@rainbowhouse.be
	rachael@rainbowhouse.be